

ORGANIZATION OF  
AFRICAN UNITY

ORGANIZAÇÃO DA  
UNIDADE AFRICANA



ORGANISATION DE  
L'UNITE AFRICAINE

منظمة الوحدة الافريقية

---

Addis Ababa - Ethiopia - Box 3243 Tel. 517700 Telex 21046 Fax (2511) 513036

---

AMCED/SP.1/93

CONFERENCE MINISTERIELLE DE L'OUA  
SUR "CULTURE, EDUCATION ET DEVELOPPEMENT"  
AVEC LA COOPERATION DE L'UNESCO ET DE LA CEA  
COTONOU, BENIN - 23 AU 27 AOUT 1993

---

DISCOURS DE L'AMBASSADEUR PASCAL GAYAMA,  
SECRETAIRE GENERAL ADJOINT CHARGE DE L'ESCAS  
REUNION DES EXPERTS  
23 AOUT 1993

Monsieur le Ministre,

M. Le représentant de l'UNESCO,

M. Le représentant de la CEA,

Mesdames, Messieurs,

Voici donc le rendez-vous tant attendu. Nous l'appellions de tous nos vœux, cette Conférence où, hommes de Culture, économistes, éducateurs, réfléchiront ensemble à une nouvelle politique de développement humain en Afrique et qui allierait en une parfaite symbiose, Culture, Education et Economie. Bien sûr, depuis des années, nos Etats, guidés par la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, ont affirmé leur commune volonté de renforcer dans tous les domaines, la compréhension et la coopération entre eux. Ils savaient, ce faisant, que l'Unité de l'Afrique trouve son fondement d'abord dans notre Histoire, que l'affirmation de l'identité culturelle traduit une préoccupation commune à nous tous.

Cette détermination a servi d'objectifs à la Charte Culturelle de l'Afrique, signée par nos Chefs d'Etat et de Gouvernement, à PORT LOUIS (Ile Maurice), en Juillet 1976. Trente-quatre Etats l'ont ratifiée à ce jour : ce qui prouve combien ils entendent promouvoir le développement culturel harmonisé de leurs pays. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut délaisser les voies confortables des dissertations et de la spéculation pure, pour mettre la main à la pâte et traduire notre Culture en projets de développement.

Du Colloque de Libreville en 1978 sur "Culture et Développement en Afrique", à celui de Monrovia en 1979 sur "Quelle Afrique en l'an 2000 ?", l'OUA a interrogé sans cesse les hommes, les faits et les chiffres. Trois fois successivement elle a réuni les Ministres de la Culture sur des thèmes spécifiques. A PORT LOUIS, en Avril 1986, c'était sur "la coopération culturelle interafricaine"; à OUAGADOUGOU en Mars 1988, sur "la contribution de l'Afrique à la Décennie mondiale du développement culturel"; à YAOUNDE, en Mai 1990 sur "l'organisation de l'espace culturel africain". Cette quête incessante, qui nous a menés des Iles de l'Océan Indien au Sahel, puis en Afrique Centrale et aujourd'hui sur les côtes du Golfe de Guinée, montre combien nous nous préoccupons d'un développement qui concerne tout l'homme et tous les hommes. Mais nous nous sommes rendus compte, qu'à Port Louis, à Ouagadougou ou à Yaoundé, nous n'avons parlé que de Culture, entre initiés. De leurs côtés, sous l'égide de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA), se concertent régulièrement les responsables des questions économiques, des finances et de la statistique. Périodiquement aussi, l'UNESCO, en coopération avec l'OUA et la CEA, réunit les Ministres de l'Education sous le sigle "MINEDAF". Depuis 1961, elle a ainsi organisé six sessions.

Curieusement, dans tous ces forums, la démarche n'est-elle pas la même qui cherche à faire de l'homme la finalité et le moyen du développement ?

En effet, malgré des approches différentes, il s'agit d'analyser la situation de plus en plus difficile que vivent nos pays, d'imaginer des stratégies pour sortir de la crise, de mieux organiser notre coopération. Après les débats, ne voilà t-il pas que chacun s'en retournait, convaincu de sa démarche. Mais, dites moi, où est l'homme, agent et finalité du développement ? Chaque secteur croit le servir le mieux. Les Ministres de la Culture vous diront, comme à MONDIACULT en 1982 : "la création peut être le moteur de la renaissance économique".

Les Ministres de l'Education n'hésitent pas. A Jomtien en 1990, à Dakar lors de MINEDAF VI, ils n'ont aucun doute et ils clament: "l'éducation, c'est la clé du développement". Mais cela suffit-il pour convaincre les décideurs à accorder à l'éducation la priorité qui lui revient ? Le nombre sans cesse croissant des diplômés sans emploi, les aléas de la scolarisation élémentaire universelle alors que nos pays restent sous-développés, n'est-ce pas autant d'interrogations sur la priorité de l'éducation ?

Pendant ce temps, Mesdames, Messieurs, la crise en Afrique continue. Alors d'aucuns nous proposent comme remède, les programmes d'ajustement structurel. A ce sujet, la CEA nous fait remarquer "qu'au cours de la période 1980 - 1988, 33 pays Africains ont bénéficié des arrangements standby du FMI; 12 ont eu la facilité élargie du Fonds; 15 ont eu des prêts à l'ajustement structurel



de la Banque Mondiale. La crise a gardé son accuité en dépit de toutes ces mesures." Mais il faut relever que si elles n'avaient pas été prises, la situation aurait été encore plus grave. Cependant, vu les bases théoriques de ces programmes qui font prévaloir la croissance du PIB et des exportations, l'amélioration de la balance des paiements, l'équilibre budgétaire, le service de la dette ... on peut se demander à qui ils profitent, alors que de plus en plus les bases de la société africaine se fragilisent du fait de la misère accrue des enfants, des femmes, des personnes âgées. Les programmes d'ajustement correspondent-ils pas aux objectifs du développement de l'Afrique ? Bien sûr, face à la crise économique et sociale africaine, il y a une nécessité d'ajustement, mais un ajustement accompagné de transformations structurelles à réaliser dans la perspective à long terme d'un développement auto-entretenu.

C'est presque le même langage que tient la Banque mondiale dans ses propositions de stratégie quand elle écrit: "il est vite apparu qu'un développement réel et durable exigerait une transformation des structures de production et une plus grande aptitude des populations et des institutions à s'adapter au changement. Autrement dit, il fallait renforcer les institutions et investir dans les ressources humaines". Oui, investir dans les ressources humaines : voici le maître-mot.

Mesdames, Messieurs,

Telle est la situation. Où va donc l'Afrique ? Le 30e anniversaire de l'OUA et le Sommet qui l'a marqué au CAIRE en Juin dernier, nous a permis de sentir qu'après les hésitations et les incertitudes des années 80, l'Afrique sait maintenant d'où elle vient, où elle est, et surtout, où elle veut aller. L'Afrique a une vision claire de la direction qu'elle veut prendre et de la tâche qui l'attend pour atteindre son objectif de liberté, d'unité, de paix et de prospérité économique. L'Afrique s'est fixé un programme basé sur sa perception de ses besoins et de ses priorités. Nous réalisons de plus en plus que la responsabilité du redressement économique et du développement nous incombe au premier chef, même si nous devons continuer à solliciter la solidarité et la coopération internationales. L'Afrique est déterminée à veiller à ce que ses efforts et ses ressources soient orientés vers un objectif fondamental, celui d'empêcher nos pays de s'appauvrir davantage en accélérant, le processus de croissance et en stimulant le développement économique. Tout en déployant ces efforts à titre individuel sur le plan national, nos pays réalisent qu'en ultime ressort, leur puissance véritable et leur viabilité résident dans l'organisation de leur espace économique. Voilà pourquoi l'intégration dans la Communauté Economique

Africaine demeure la clé de la prospérité conformément aux objectifs du Traité signé le 3 Juin 1991 à ABUJA par les Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'OUA.

Mesdames, Messieurs,

Votre réunion s'inscrit tout entier dans cette vision.

Pour mieux conduire vos débats, nous les avons sériés en trois parties. La première concerne, dans la perspective de cette Communauté économique, les rapports entre Culture, Education et Développement. La deuxième traite de l'évaluation à mi-parcours de la Décennie mondiale du développement culturel. La troisième partie vous permettra de discuter de divers sujets proposés par les Etats Membres. Il s'agit notamment de l'éducation des filles, de la création de l'Institut africain pour l'alphabétisation des adultes, du devenir de l'Institut Culturel Africain, du Festival sous-régional des Arts et de la Culture, de la situation des Etudiants Africains dans les pays de l'ex URSS, de la route de l'esclave....

Voici tant de questions importantes qui nous interpellent tous. Dès lors, il était nécessaire que nous nous retrouvions pour les examiner, pour rechercher une issue, pour engager l'OUA adulte de trente ans, dans la

recherche de solutions aux problèmes des peuples africains, pour la soustraire au rôle jusqu'ici convenu de forum pour Chefsd'Etat.

Monsieur le Ministre,

Mesdames, Messieurs,

Grâce à la compréhension et à l'engagement sans réserve du Président de la République du Bénin, S.E.M. Nicéphore Soglo, du Gouvernement et du Peuple Béninois, nous avons pu envisager cette Conférence, l'organiser au mieux. A vous tous nos vifs remerciements et notre gratitude pour les facilités et l'accueil qui nous sont réservés.

Notre gratitude va également à M. Federico Mayor, Directeur Général de l'UNESCO et à M. Layachi Yaker, Secrétaire Exécutif de la CEA pour la contribution importante que leurs Organisations nous ont apportée.

Maintenant Mesdames et Messieurs les experts mes voeux de plein succès vous accompagnent.





1993-08-23

DISCOURS DE L'AMBASSADEUR  
PASCAL GAYAMA, SECRETAIRE  
GENERAL ADJOINT CHARGE DE  
L'ESCAS, REUNION DES EXPERTS  
23 AOUT 1993

PASCAL, GAYAMA

OUA

---

<https://archives.au.int/handle/123456789/6619>

*Downloaded from African Union Common Repository*